

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS PAYSANNES INDÉPENDANT



NUMÉRO SPÉCIAL

ÉDITORIAL

Dimanche noir?

Plus de 900'000 voix (40,6%) et cinq cantons qui se sont prononcés le 25 septembre en faveur d'une initiative offensive et ambitieuse lancée par la gauche, voilà qui n'était pas arrivé depuis longtemps. Faut-il rappeler la longue liste de textes rejetés sèchement ces dernières années, qui ne parvenaient pas même à faire le plein des voix à gauche?

L'initiative AVSplus est un succès, et ce bon résultat n'est sans doute pas étranger aux espoirs qui avaient commencé à germer chez certain·e·s qu'elle soit acceptée, au moins par le peuple. Ce résultat permet enfin d'inverser la tendance qui, depuis le début des années 2000, a à chaque fois contraint la gauche à se contenter de référendums – généralement gagnés – contre les dégradations de l'AVS et du 2^e pilier. Le temps est revenu de proposer de nouvelles solutions, d'envisager une politique progressiste pour les retraites.

Le parlement et le Conseil fédéral ne peuvent ignorer pareil résultat. Il indique d'abord que toute révision globale de l'AVS qui se ferait au détriment des retraité·e·s sera assurément rejetée par le peuple, et cela, la droite l'a immédiatement compris. Il permet aussi de conforter l'opinion selon laquelle la gauche est la seule force politique à véritablement défendre l'AVS, opinion qui manifestement s'étend au-delà de son électorat traditionnel.

Le véritable résultat catastrophique du 25 septembre, c'est bien sûr l'adoption à une majorité confortable de l'illibérale loi sur le renseignement, qui permet entre autres les écoutes préventives. Un peuple prêt à sacrifier ses libertés pour un peu de sécurité ne mérite ni les unes ni l'autre, et finit par perdre les deux, comme l'a dit Benjamin Franklin, à qui l'on doit pour une fois donner raison.

Réd.



uniterre
POUR UNE AGRICULTURE DURABLE



Revendications paysannes

Dix ans après son dernier dossier sur l'agriculture, *Pages de gauche* a décidé de s'associer au syndicat paysan Uniterre pour faire le tour des différentes questions qui agitent le monde agricole, en Suisse et dans le monde. Et elles sont nombreuses! Des luttes pour la terre en Amérique latine aux quotas laitiers dans l'Union européenne, en passant par l'initiative pour la souveraineté alimentaire, la gauche doit absolument se préoccuper des problèmes des paysan·ne·s, car ils concernent tout le monde.

Lire en pages 3 à 12

■ Internationalisme

La situation des paysan·ne·s en Andalousie et en Argentine.

Page 4

■ Suisse

Débat sur l'agriculture au sein du PSS.

Pages 6-7

■ Initiative populaire

Pour la souveraineté alimentaire.

Page 11

LIVRES

Victor le conquérant

«Victor, toujours garçon de course, avait décidé de quitter Lausanne. Il lut dans la *Julie* [...] qu'on cherchait un valet de ferme à Coppet [...]. Il faisait très chaud ce jour de la mi-juin 1925. Victor avait couru de la gare jusqu'à la ferme; il était trempé de sueur [...].

Un peu avant l'heure indiquée, Victor attendait debout, à l'ombre, dans un angle de l'immense cour carrée autour de laquelle se trouvaient, sur un côté, la maison d'habitation et, sur les trois autres côtés, les dépendances et les communs. Soudain, il eut devant les yeux un spectacle à la fois hallucinant et surréaliste. Était-ce une illusion? Un rêve éveillé? À dix pas de l'endroit où il se trouvait, surgirent de la porte d'une bâtisse – ça devait être une écurie – une douzaine d'hommes et de femmes, d'âge incertain, qui semblaient sortir tout droit des bas-fonds des *Mystères de Paris* [...].

Sales, déguenillés, la tignasse hirsute, ils traversèrent lentement la cour de la ferme, courbés en avant, la démarche pesante, l'air fourbu; ils prirent les outils appuyés contre le mur d'en face et, l'allure résignée, marchèrent en direction

des champs situés derrière la ferme. D'innombrables questions se bousculèrent dans la tête du jeune chercheur d'emploi. Était-ce dans le boiton ou l'écurie d'où ils étaient sortis qu'ils mangeaient et dormaient? Pourquoi étaient-ils dans un tel état de dégradation et d'avitissement? Fallait-il rester ou déguerpir? [...] Le patron, qui l'avait accueilli si durement un peu plus d'une heure auparavant, l'appela et le fit entrer dans une pièce minuscule [...].

Le paysan énuméra alors une longue liste de règles, de restrictions et d'interdictions. Un jour de congé par mois, un dimanche, avec retour au plus tard à vingt-deux heures. Interdit de fumer et de boire de l'alcool. Pas de visites, en particulier de femmes. Prélèvement sur le salaire au cas où des outils et du matériel agricole seraient détériorés ou sabotés. En échange, Victor aurait droit à une chambre petite mais propre, un salaire décent et un horaire de travail convenable. Le jeune valet de ferme allait bien vite constater que la chambre était un vieux cagnard juste sous la charpente, au-dessus de l'écurie, sans eau et sans aucune commodité sanitaire, où on rôtissait en été et on gelait en

hiver. Le salaire misérable n'aurait pas suffi pour deux ou trois sorties au cours du mois. Dieu merci! Il n'y avait qu'un jour de sortie mensuel. Quant à l'horaire de travail journalier, Victor en pris connaissance dès le lendemain. Lever à cinq heures du matin, pause entre midi et demi et treize heures, fin des travaux à la tombée de la nuit.»

*Extraits de
Victor le conquérant,
Raymond Durous, éditions de
l'Aire, Vevey, 2005, p. 71 à 73.*

SITE INTERNET

Nouveautés sur notre site Internet

Ce mois, vous trouverez sur notre site Internet, en plus des versions intégrales de certains des articles de ce numéro, une intervention de Dan Gallin faite devant le PS de Vevey le 3 septembre dernier et portant sur la situation actuelle du Parti socialiste. On y trouvera également des indications pratiques sur l'intervention de Willy Gianinazzi à propos de son dernier livre, *André Gorz, une vie* (voir en page 12).

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant·e·s,
chômeuse·eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Antoine Chollet (AC), Mathieu Gasparini (MG), Émilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Claude Grimm, Anne Holenweg, Pascal Holenweg, Line Rouyet, Alberto Velasco.

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

Sécrétariat de rédaction et mise en page:
Gabriel Sidler

Webmaster:
Mathieu Gasparini

Illustrations:
Christian Vullioud (Cévu)

Relecture:
Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix



Bayer achète Monsanto



DOSSIER AGRICULTURE

Paysannerie et socialisme

Les rapports de la tradition socialiste avec la paysannerie ont toujours été turbulents. Depuis Marx, qui considérait que la paysannerie ne formait pas une classe sociale (elle est comparée à un vulgaire «sac de pommes de terre» dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*), puis plus tard Lénine, dont on connaît les hésitations sur la nature de la paysannerie et son rôle possible dans une révolution en Russie, les réflexions des théoricien·ne·s du mouvement ouvrier ont fait preuve d'une certaine ambivalence à l'égard de celles et ceux qui travaillent la terre, voire la possèdent. Il faut toutefois relever quelques exceptions, comme Antonio Gramsci ou Frantz Fanon.

Cette suspicion des socialistes à l'égard de la paysannerie n'a jamais complètement disparu. Celle-ci est perçue comme conservatrice, jalouse de ses propriétés individuelles et volontiers méfiante envers l'État ou envers tout pouvoir centralisé. Pourtant, il existe des exemples historiques qui montrent qu'il est tout à fait possible d'imaginer une politique qui favorise à la fois les salarié·e·s de l'industrie et des services et les paysan·ne·s, que l'on songe aux revendications agraires de la fin du XIX^e siècle aux États-Unis ou à la

révolution espagnole de 1936. La terre, l'usine et le bureau ne devraient pas être conçus comme des réalités à ce point différentes qu'il soit impossible de tracer une politique s'adressant aux trois en même temps.

QUESTIONS BRÛLANTES

Dans ce dossier réalisé en collaboration avec le syndicat Uniterre, qui reprend le débat entamé en janvier 2006 par *Pages de gauche* (n° 41, disponible en ligne), nous tentons de présenter quelques-unes des questions brûlantes qui se posent aux paysan·ne·s aujourd'hui. Parmi celles-ci, la solidarité internationale figure en bonne place, autour des revendications de La Via Campesina, dont nous avons rencontré deux militant·e·s. Les questions laitières nous ont aussi intéressés, puisque la Suisse a servi de modèle à l'Union européenne sur ce dossier. Nous avons discuté de la politique agricole du Parti socialiste dans un long entretien avec deux parlementaires fédéraux engagés sur cette question. La question des formes d'organisation des exploitations agricoles est traitée par le biais des coopératives, bien que nous ayons dû laisser de côté pour le moment le problème irrésolu des différentes

formes juridiques de propriété de la terre, et de ce que représenterait une réforme progressiste de celles-ci (propriété collective, publique, non lucrative, etc.).

*La rédaction de
Pages de gauche,
Uniterre*

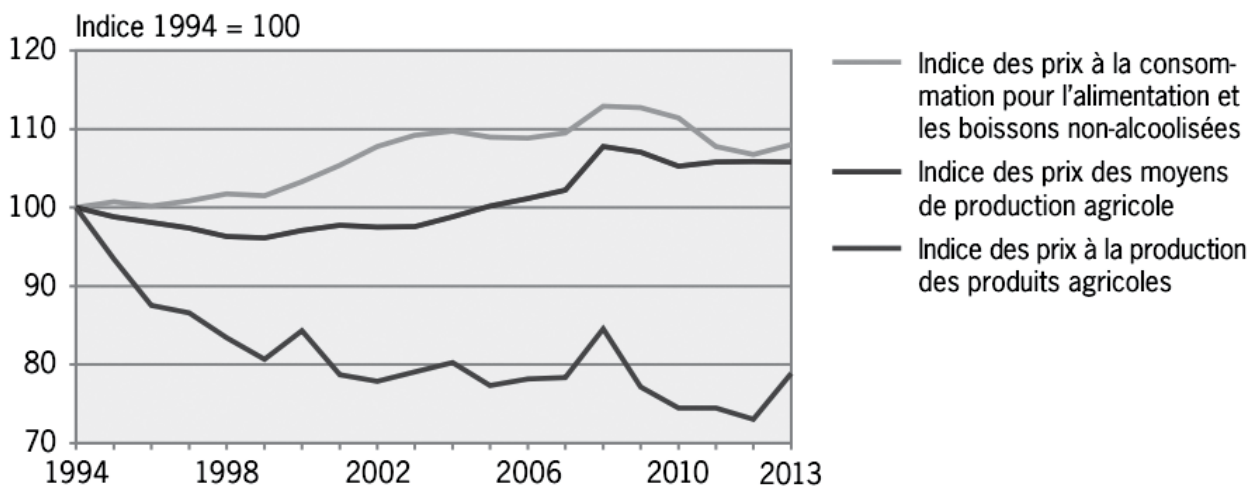
Statistiques

La Suisse compte en 2015 un total de 53'000 exploitations (79'500 en 1996), dont 6200 exploitations bio, pour un total de 152'300 emplois. La surface moyenne des exploitations est de 20 hectares. La surface par exploitation a augmenté de près de 45% par rapport à 1996. La surface agricole utile est constituée à 70% de surfaces herbagères. Viennent ensuite les céréales avec 14% de la surface agricole utile. En 2015, l'agriculture biologique représentait 12% des exploitations et 13% des surfaces, la majeure partie dans les régions de montagne. La plupart des exploitations pratiquent l'élevage, toutefois depuis 1996, le nombre d'exploitations mixtes a reculé de plus de 50%.

En terme de surface, 40% des terres sont cultivées en fermage (location), alors que 60% appartiennent aux personnes qui les cultivent.

La Confédération consacre environ 6% de son budget annuel pour les subventions à l'agriculture dont les paiements directs. En 2014, le montant des paiements directs s'établissait à un peu moins de 3 milliards de francs.

La valeur de la production totale de l'agriculture était en 2015 de 10,1 milliards de francs (13,4 milliards en 1985). Ce recul est expliqué par la baisse générale des prix. MG



Indices des prix en lien avec l'agriculture (source: OFS, 2015)



DOSSIER AGRICULTURE

Accès à la terre

Une délégation de La Via Campesina, mouvement représentant 170 organisations paysannes et de travailleuses-eurs agricoles dans 76 pays (entre 250 et 300 millions de personnes), était présente en septembre dernier à Genève pour peser sur les négociations en vue de l'adoption d'une déclaration de l'ONU sur les droits des paysan-ne-s. Nous nous sommes entretenus à cette occasion avec Diego Monton, de l'Organisation des paysans indigènes d'Argentine, membre de la coordination latino-américaine de La Via Campesina, et Sandra Moreno, du Syndicat ouvrier paysan d'Andalousie (SOC), qui est membre du Syndicat andalou des travailleuses-eurs (SAT) et de La Via Campesina.

Quelles sont les luttes actuelles en Amérique latine?

Diego Monton: En Amérique latine, c'est la lutte pour la défense de la terre des paysan-ne-s indigènes et pour la défense de leurs territoires. Par territoire, nous parlons non seulement des terres cultivables, mais nous incluons aussi une dimension collective. Un territoire, c'est un ensemble de rapports humains et culturels liés à la terre et aux biens communs qui s'y trouvent, comme l'eau. Nous réclamons une réforme agraire et luttons donc pour la collectivisation des terres et l'accès public aux biens communs. Il s'agit de reconquérir les terres appartenant aux grands propriétaires terriens (les *latifundia*) et les grands espaces laissés en friche.

Dans ce contexte, nous défendons la souveraineté alimentaire comme un moyen de produire collectivement l'alimentation. Nous combattons ainsi la logique du capitalisme financier international qui promeut les grandes monocultures destinées à l'exportation.

Et en Andalousie?

Sandra Moreno: Le SOC-SAT axe ses luttes prioritairement sur l'accès à la terre. Nous pratiquons l'action directe, c'est-à-

dire les occupations de terres. Il s'agit souvent de terres laissées en friche qui appartiennent soit à de grands propriétaires, soit à l'État, notamment des terrains militaires. Ces occupations débouchent souvent sur la création de coopératives de production, ce qui permet de maintenir un lien entre les travailleuses-eurs et aussi de faire en sorte que les produits soient transformés sur place au lieu d'être immédiatement exportés.

La revendication essentielle, c'est que la terre appartient à celles et ceux qui la travaillent. Nous revendiquons également le droit à «un toit, du pain et du travail». C'est loin d'être le cas pour tout le monde. Ainsi, les travailleuses-eurs journalières-ers, dont l'emploi est saisonnier, n'ont accès à des prestations sociales de l'État que si elles-ils justifient d'un certain nombre de jours de travail durant la saison. Leur situation est très précaire car le mauvais temps peut entraîner des périodes de chômage en saison, sans compter les travailleuses-eurs âgé-e-s et les femmes, pour lesquelles le nombre de jours travaillés est plus irrégulier, sans même parler des personnes sans-papier qui n'y ont pas droit. Bien souvent, le nombre de jours de travail ne leur suffit pas à toucher des allocations hors de la saison.

Comment articulez-vous ces luttes avec d'autres revendications?

Sandra Moreno: Il me semble très important de faire le lien avec les droits des femmes. Les femmes assument un triple travail: elles sont actives dans la production, elles sont chargées du travail domestique et elles assument toutes les tâches de soin (envers les enfants et les personnes âgées). Il s'agit de charges énormes, ce d'autant plus que les horaires dans l'agriculture sont instables, les journées de travail longues et que les femmes sont souvent

victimes de violence. Il faut se représenter ce que c'est que de devoir passer des nuits dans des baraquements sur les exploitations agricoles, à la merci d'à peu près n'importe qui.

Qu'attendez-vous de vos contacts dans les pays du Nord?

Diego Monton: La solidarité internationale est importante. Il faut comprendre que c'est la logique même du capital financier international qui crée les problèmes que nous rencontrons. Par exemple, au Brésil, des sociétés européennes investissent massivement dans des monocultures destinées à la production de papier pour l'exportation, au détriment de la production alimentaire pour le marché local.

Sandra Moreno: Le SOC est régulièrement criminalisé en Andalousie en raison des actions qu'il mène, en particulier l'occupation des terres. Plusieurs centaines de nos membres font l'objet de procédures judiciaires, la police est envoyée pour «libérer» les terres occupées. Il est important que nous puissions relayer nos luttes à l'international, et nous avons besoin d'alerter largement sur ce qui se passe en Andalousie. Ainsi, un des leaders historiques du SOC, Andrés Bódalo, est actuellement emprisonné. Nous sommes mobilisés depuis plus de six mois pour dénoncer la situation, mais il est difficile d'avoir un impact sans soutiens internationaux. Nous avons donc parlé de son cas récemment à l'ONU et une pétition de soutien circule.

*Propos recueillis par
Antoine Chollet et
Arnaud Thiéry*

Une version longue de cet entretien peut être lue sur notre site Internet.

La pétition de soutien à Andrés Bódalo est disponible sur www.indultobodalo.info, et nous encourageons tout le monde à la signer en signe de solidarité.



DOSSIER AGRICULTURE

Qui défend les paysan·ne·s en Suisse?

L'Union Suisse des Paysans (USP) est la faitière de nombreuses organisations agricoles cantonales et nationales. Nous y retrouvons les chambres cantonales d'agriculture, auxquelles l'immense majorité des paysan·ne·s adhèrent pour bénéficier d'une série de services et prestations, et plus de 60 organisations nationales faitières et sectorielles (lait, céréales, viande, fruits, légumes, bio, ...). Elle est financée par des «cotisations volontaires obligatoires» basées sur le nombre d'hectares cultivés et des rétrocessions des organisations membres (en fonction des quantités commercialisées).

GÉRER LE REPLI...

L'USP a un fort ancrage au Conseil national. Il est de tradition que plusieurs personnalités dirigeantes de la faitière aient des mandats politiques dans les partis bourgeois. Si cette courroie directe de transmission peut faciliter le traitement de certains dossiers, cela peut également s'avérer problématique. Le débat agricole s'en retrouve souvent réduit à un conflit gauche-droite stérile qui empêche des alliances de circonstance. Néanmoins, des lignes de fractures apparaissent lors de votes puisqu'il arrive qu'une part du camp bourgeois lâche l'agriculture jugée trop protectionniste alors que Les Verts ou une partie du PS peuvent appuyer certaines propositions paysannes.

L'USP se concentre essentiellement sur le lobby politique laissant les organisations sectorielles se charger

des aspects liés aux marchés. Mais lorsque ces dernières sont incompetentes ou sclérosées, l'USP n'a que peu de marge de manœuvre pour pallier cette lacune.

... OU DÉFRICHER DE NOUVELLES VOIES?

Le syndicat paysan indépendant Uniterre est financé par une cotisation forfaitaire indépendante du nombre d'hectares ou des quantités produites. La disparition de chaque ferme a ainsi un impact immédiat sur l'organisation. Uniterre travaille étroitement avec les paysan·ne·s qui prennent les décisions et choix stratégiques au sein de commissions thématiques et du comité. Il vise à impulser une réforme de la politique agricole afin qu'elle s'oriente vers la souveraineté alimentaire, comme à développer des modèles de gestion des quantités produites évitant les excédents structurels et la chute des prix. Il revendique l'accès des jeunes à la terre et la création d'emplois dans le secteur primaire; rappelons que plus de la moitié des fermes sont dirigées par des personnes de plus de 50 ans.

Uniterre cherche à conserver une certaine agrobiodiversité quant à la taille des fermes et des productions. La spécialisation et l'industrialisation à l'extrême de l'agriculture accouchent de géants au

pieds d'argile qui flanchent lorsque les prix du marché s'effondrent et qui ne sont pas transmissibles à la prochaine génération.

Loin d'une vision étroite et corporative, il défend les intérêts des paysan·ne·s suisses tout en se souciant des préoccupations de la société. En ce sens, depuis plusieurs décennies, il dialogue avec les syndicats ouvriers, les associations de consommateurs, les organisations environnementales ou de développement et l'ensemble des partis. Au cœur de sa lutte quotidienne: des prix équitables et des salaires justes pour les employé·e·s agricoles passant par une rémunération des productions via le marché et une agriculture résiliente dont les coûts supplémentaires doivent être compensés par des paiements directs.

DU LOCAL À L'INTERNATIONAL

Ainsi le combat syndical ne se concentre pas qu'à Berne, mais aussi à Zurich ou à Bâle, sièges de Migros et Coop. Uniterre promeut une agriculture paysanne en Suisse comme dans d'autres régions du monde; cette vision internationaliste l'amène à se mobiliser avec ses collègues paysan·ne·s de La Via Campesina à Genève, Bruxelles, Djakarta ou Cancun.

Valentina Hemmeler Maïga
Uniterre





DOSSIER AGRICULTURE

Le Parti socialiste et le monde paysan:

Mathias Reynard et Beat Jans, conseillers nationaux PS aux opinions divergentes dont le second est président de la commission spécialisée sur l'agriculture du PS, nous ont accordé un entretien pour discuter des positions du Parti socialiste sur la politique agricole avec Ulrike Minkner, vice-présidente du syndicat Uniterre.

On sait les rapports entre le PS et le monde paysan difficiles depuis les années 1930, au moment où l'alliance entre ce dernier et les partis bourgeois s'est scellée (voir l'article de Philipp Müller dans *Pages de gauche* n° 41). Peut-on entrevoir aujourd'hui des fissures dans ce «bloc bourgeois», et quel rôle le PS peut-il jouer dans cette évolution? Voilà les questions que nous voulions poser aux deux parlementaires.

Quels sont les questions principales qui se posent au PS en matière d'agriculture?

Ulrike Minkner: À Uniterre, nous avons parfois l'impression qu'il est plus facile de discuter avec la gauche en Suisse romande.

Mathias Reynard: Il existe un accord assez large au sein du PS sur les questions agricoles. Il y a cependant quelques divergences entre nous. Je songe en particulier au débat entre libéralisation et ce que je nomme un «protectionnisme solidaire», ou à la disparition accélérée des emplois dans l'agriculture, ou encore aux salaires trop bas des employé-e-s agricoles.

Beat Jans: Il n'y a pas de divergences de fond entre nous. Le problème se situe au niveau des mécanismes à mettre en œuvre. Je ne crois pas que le contrôle des prix permettra d'améliorer la situation actuelle, car des prix élevés favorisent surtout la concentration des exploitations. La politique agricole défend dans l'ensemble les paysan-e-s, en maintenant les prix à un niveau acceptable. Je ne vois pas ce qu'il faudrait faire en plus.

UM: Uniterre ne demande pas que l'État fixe les prix. Nous aimerions que la Suisse s'inspire du modèle canadien par exemple, qui soutient la création d'organisations paysannes qui visent à assurer l'adéquation entre l'offre des paysan-ne-s et les besoins de la population. Pour suivre cette politique, la Confédération devrait toutefois se doter des moyens d'imposer des niveaux de production à toute la branche agricole.

MR: Prenons l'exemple de la viticulture, qui illustre bien le problème qui se pose à l'agriculture suisse. Certains vins étrangers qui sont importés en Suisse sont vendus en-dessous du prix de production que l'on peut assurer chez nous. C'est une forme de concurrence déloyale.

À mon sens, il ne faut pas baisser les paiements directs, mais les réorienter, et en particulier les conditionner au respect de certaines règles, en particulier celles concernant les conditions de travail.

BJ: Si l'on prend l'exemple du vin, ou celui du fromage, je ne crois pas que l'ouverture des marchés ait été négative. Il y a aujourd'hui davantage de choix pour les consommatrices-eurs, et, globalement, une meilleure qualité.

MR: Le problème, c'est que l'agriculture ne vit pas que de ces productions de niche, mais de produits de base, qu'il s'agisse du vin, des fruits et légumes, du lait, etc. Dans ces marchés-là, la concurrence n'améliore pas les productions de l'agriculture suisse, elle les rend impossibles, car trop onéreuses en comparaison internationale.

UM: Dans le secteur du fromage par exemple, on observe en effet que certains d'entre eux rencontrent des succès à l'exportation, mais, depuis la libéralisation du marché, les importations sont néanmoins plus importantes que les exportations. De plus, il faut tenir compte des coûts écologiques

induits par l'augmentation des échanges, notamment pour des produits frais qui doivent faire l'objet de transports réfrigérés particulièrement gourmands en énergie.

Par ailleurs, c'est une illusion de penser que le marché serait véritablement libre, car d'autres pays, par exemple les États-Unis et le Canada, subventionnent leurs exportations.

BJ: Je pense que les aspects négatifs du commerce sur le plan écologique doivent être compensés par des mesures écologiques, comme une taxe sur le CO₂. Je connais bien la problématique des effets internationaux des politiques agricoles dans les pays du Nord, car j'ai longtemps travaillé dans le domaine de la coopération au développement. Mon travail avec des paysan-ne-s au Paraguay m'a montré que la fermeture des marchés mondiaux ne leur permettait pas de se développer harmonieusement.

**Comm
positi
face a
Quell**

BJ:
l'Unic
tauré
avec l
Cette
vivan
l'UDC
des p
l'écon
contr
sont e
pas de

MI
je dira
paysa
ne son
doiver
en par
ment
nale in
sina, c

UM
initiat
sion. I
PS fer
reven





accords et dissonances

Comment le PS peut-il se positionner aujourd'hui sur les alliances imaginées par les paysan-ne-s?

Depuis sa fondation, le parti suisse des paysans a inscrit une coopération étroite avec les milieux économiques. Cette tradition est toujours présente aujourd'hui, puisque le PS se veut à la fois le parti des paysan-ne-s et le parti de la démocratie. Le PS n'a jamais été le parti des paysan-ne-s, mais celui des paysan-ne-s et ceux qui ne veulent pas de ses politiques sociales.

MR: Pour provoquer un peu, mais que le PS est le parti des paysan-ne-s! Mais les alliances ne sont pas automatiques, elles doivent se construire. Je pense en particulier au grand mouvement de solidarité internationale incarné par La Via Campesina dont Uniterre fait partie. **BJ:** Nous avons lancé notre initiative pour susciter la discussion. Dans sa communication, il faut bien de différencier les revendications des paysan-ne-s

de celles de l'USP, qui ne représente pas toujours les positions de l'ensemble des paysan-ne-s.

BJ: Le PS est membre de l'Alliance agricole, avec les Verts, Biosuisse, la *Kleinbauern Vereinigung* – dont la présidente Regina Fuhrer-Wyss est membre du PS –, les associations de défense des consommateurs, la protection des animaux, mais sans l'USP. Il serait sans doute utile qu'Uniterre et la *Kleinbauern Vereinigung* arrivent à surmonter leurs divergences et à travailler ensemble.

Pourrait-on voir un jour un-e socialiste diriger l'USP?

BJ: Pour autant que l'on puisse juger du futur, non. C'est une association dominée très fortement par l'UDC. Prendre le contrôle de cette organisation est radicalement impossible. La meilleure stratégie consiste donc plutôt à s'appuyer sur des organisations alternatives.

Comment le PS se positionne-t-il sur l'initiative d'Uniterre?

BJ: Je suis ouvert à la discussion, mais l'initiative contient de nombreuses revendications et sera donc attaquée sur plusieurs plans.

MR: Ce que nous disons depuis plusieurs années, c'est qu'il faut avant tout garantir une stabilité pour les paysan-ne-s. On ne peut pas changer les règles tous les quatre ans, car l'agriculture fonctionne sur le long terme, avec des investissements importants qui doivent être rentabilisés. Pour cette raison, il faut bien reconnaître que l'initiative d'Uniterre ne serait malheureusement pas acceptée par le groupe socialiste aujourd'hui.

BJ: Instaurer des mesures contraignantes pour l'ensemble de la branche visant à produire des quantités définies est une solution intéressante qui mérite d'être examinée. Mais je crains que la définition des marges de production soit confiée à l'USP, ce qui risque de renforcer encore son poids.

UM: Notre initiative reprend les revendications de La Via Campesina, qui sont le produit de longues discussions internationales et nationales. C'est ce qui explique qu'elle soit très détaillée. Toutefois, il faut maintenant examiner le détail des propositions au lieu de tout rejeter en bloc. Certaines revendications sont très importantes – y compris pour le PS –, comme les conditions de travail ou des salaires minimaux dans l'agriculture ou le contrôle des importations.

Pourquoi le groupe PS risque-t-il de rejeter l'initiative?

BJ: Le fait que trois initiatives arrivent en même temps (les initiatives d'Uniterre, de l'USP et des Verts) ne facilite pas le débat. Le risque est que le parlement traite en même temps de ces initiatives et leur oppose un contre-projet. Dans ce cas, le contre-projet n'ira sans doute pas dans le sens d'Uniterre.

Sur le fond, je ne suis pas favorable à des tarifs douaniers protectionnistes. Cela ne peut pas être une solution à long terme protégeant les petit-e-s paysan-ne-s.

UM: Nous sommes convaincus que les petit-e-s paysan-ne-s dans les pays du Sud ne profitent pas du libre échange. Les paysan-ne-s du Sud doivent avoir accès à leurs marchés, et cela peut passer par des mesures protectionnistes comme les tarifs douaniers ou les contingents.

BJ: Au Paraguay, les petit-e-s paysan-ne-s qui produisaient du sucre dépendent pour leur survie de l'accès au marché mondial et à des cours rémunérateurs.

MR: Mais cet exemple n'est que l'exception qui confirme la règle... Dans la plupart des cas, le libre échange et l'ouverture des marchés se font au détriment des paysan-ne-s, au Nord comme au Sud.

BJ: Non, ils et elles sont dépendants des cours des matières premières. Le problème principal, c'est la surproduction. Il faut donc contrôler plus strictement la production.

UM: Cela nous conforte dans l'idée qu'il ne faut pas non plus inonder les marchés du Sud avec nos produits, comme le lait en poudre ou le coton subventionné, car cela fait automatiquement baisser les cours. La solution, c'est de permettre la transformation des matières premières là où elles sont produites.

*Propos recueillis par
Antoine Chollet
et Arnaud Thiéry*

Une version longue de cet entretien peut être lue sur notre site Internet.



Image extraite de Profils paysans. © Raymond Depardon



DOSSIER AGRICULTURE

Le «modèle» Suisse... L'Europe observe et copie

C'est en 2003, tant à Bruxelles qu'à Berne, qu'il a été décidé d'abandonner les quotas laitiers. Le Parlement suisse a cependant décidé d'imposer un rythme plus soutenu à ses productrices-eurs. La suppression fut fixée en mai 2009 pour les Suisses et le 1^{er} avril 2015 pour les Européen-ne-s. Durant ces six ans, l'Europe a observé la situation, sans pour autant remettre son plan en question.

«ATTERRISSAGE EN DOUCEUR»

En Suisse, entre 2006 et 2009 les productrices-eurs ont eu la possibilité de s'adapter à l'abandon des quotas. Une phase appelée «atterrissage en douceur». Durant ces années, les paysan-ne-s ont dû s'organiser et créer des organisations de regroupement de lait (appelées OP pour organisation de productrices-eurs). Cette liberté de regroupement, non coordonnée, a divisé les productrices-eurs. Les industries ont tout fait pour anéantir la constitution de très grosses OP. Elles préféraient en avoir plusieurs petites pour asservir leurs membres et éviter les rapports de forces.

Elles ont réussi puisqu'en 2009, la Suisse comptait 34 OP. Le rapport de force était définitivement cassé. Les 25'000 productrices-eurs du pays se sont retrouvé-e-s pieds et points liés aux quatre entreprises avec des contrats différents, sans prix et une quantité de lait qu'elles-eux-mêmes devaient annoncer. Les prix ont chuté et les paysan-ne-s n'avaient plus qu'à produire plus... jusqu'à

faire faillite. Depuis dix ans, trois fermes par jour cessent la production. Le processus d'industrialisation fonctionne admirablement. Entre 2005 et 2015, le nombre de fermes laitières a diminué de 10'000 et la production totale est passée de 3,2 millions de tonnes en 2005 à près de 3,5 millions en 2015.

UNE SURPRODUCTION DUE À L'OFAG

De 2006 à 2009, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a souhaité la production de quantités supplémentaires, hors quota (+2,5% en 2007, +6,1% en 2008 et +3,9% en 2009). Il les a attribués aux organisations qui en faisaient la demande pour des projets d'exportation. Or, la crise économique a tari les exportations mais le lait a été produit et transformé. Il a fait tourner les usines, a créé du chiffre d'affaire mais le pays s'est retrouvé rapidement sous une montagne de beurre et de poudre de lait. Ces stocks faisaient pression sur les prix dans un marché intérieur déjà tendu. La Confédération ne pouvait laisser le modèle suisse échouer avant même d'avoir commencé. Décision fut donc prise d'exporter, mais comment? Accords OMC oblige, la Confédération ne pouvait délier le cordon de la bourse pour subventionner. Elle a donc obligé tout-e-s les productrices-eurs du pays à verser une taxe sur chaque kilo de lait dans un pot commun. Cela a permis d'exporter le lait qu'elles-ils ont été obligé-e-s de produire, car sous contrat avec l'industrie. Aujourd'hui, en 2016, la force

obligatoire est tombée mais les paysan-ne-s financent elles-eux-mêmes les rachats des surplus, via LactoPharma AG, une société créée pour cela.

LES SOLUTIONS EXISTENT

Malgré les nombreuses alertes, rien n'a bougé. Or des solutions sont proposées. Celle de l'European Milk Board (EMB) et d'Uniterre est la plus avancée et commence à résonner à Bruxelles. Pour couvrir l'ensemble des coûts de production et dégager un revenu correct, il faut environ 1 fr. par litre en Suisse. Pour y arriver, il faudrait mettre en place un système de régulation de la production flexible, afin d'adapter l'offre à la demande et que le prix moyen puisse ainsi se maintenir entre une fourchette de prix qui couvre les coûts, à la hausse comme à la baisse. Au-delà de cette fourchette, différentes mesures devraient être appliquées pour réduire ou augmenter la production. Pour fonctionner, ce système doit être mis en place au niveau national et obtenir la force obligatoire de la Confédération.

Pour y arriver, un appui politique est primordial. La gauche pourrait-elle en faire «sa vache de Troie»? La Suisse était pionnière dans l'abandon des quotas, ne pourrait-elle pas l'être dans la mise en place d'un système de régulation flexible? L'Europe pourrait ensuite être bien inspirée de nous copier... pour une fois.

Nicolas Bezençon
Uniterre

LE POING Après des années de luttes et une consultation biaisée censée y mettre un terme, on vient d'apprendre que **le gouvernement français** a décidé de passer en force et de malgré tout lancer les travaux de l'aéroport de Notre-Dame des Landes. Il compte ainsi détruire des terres agricoles et des zones protégées, et affaiblit du même coup le projet d'une agriculture respectueuse à la fois des êtres humains et des terres que ce numéro spécial a défendu.



LA ROSE Les membres et les sympathisant-e-s du Labour ont réélu avec une confortable majorité Jeremy Corbyn à la tête du Parti travailliste, malgré une campagne de dénigrement constante de la part de l'establishment du parti, et notamment de ses parlementaires. C'est faire preuve d'un sens politique plus affûté que ces dernières-ers, que de comprendre que Corbyn est le meilleur rempart face à l'inquiétante dérive de l'électorat anglais, lequel s'est mis à préférer le UKIP aux zombies du blairisme finissant.





DOSSIER AGRICULTURE

Situation en Europe

Poussées par le fantasme d'une demande mondiale de lait qui pourrait atteindre la moitié de la production européenne à l'horizon 2030, les entreprises internationales n'ont pas ménagé leurs efforts pour amener Bruxelles à la libéralisation complète du marché laitier, effective depuis 2015. Objectif affiché, augmenter la capacité de production et aligner le prix du lait sur celui du marché mondial, jugé porteur.

GRANDE DISPARITÉ

Aujourd'hui la situation est dramatique. Les coûts de production moyens des principaux pays producteurs se situent entre 40 et plus de 50 centimes d'euro et les prix d'achat sont aussi variables qu'il y a d'acheteurs. Ces deux dernières années, les prix ont varié du simple

au triple entre les extrêmes que sont la Lituanie (moins de 18 ct d'euro/litre) et Chypre (plus de 50 ct d'euro/litre) avec une gradation entre les deux. Les prix pratiqués dépendent essentiellement des marchés sur lesquels le lait est commercialisé. À Chypre, la valorisation est locale et les filières sont courtes. Le prix ne subit pas la volatilité des cours mondiaux. C'est tout le contraire pour les paysan-ne-s.

L'URGENCE DE LA RÉGULATION

Comme Uniterre en Suisse, l'European Milk Board propose un système de régulation flexible. L'observatoire européen des marchés laitiers identifierait de manière précoce les crises et obligerait la réalisation d'action pour les éviter. La crise serait définie par l'évolution

des prix et des marges réalisées dans chaque pays, selon un référentiel de prix minimum et maximum (tunnel de prix). En cas de crise, l'activation du programme se ferait en trois temps. Le premier consiste à retirer du lait du marché en stockant ou en le distribuant aux veaux. Le deuxième enclencherait un système de bonus-malus pour les paysan-ne-s qui réduiraient ou non leur production et le troisième entraînerait la réduction obligatoire des livraisons de quelques pourcents pendant plusieurs mois.

Dans tous les cas la situation ne peut plus durer pour les fermes européennes. Le libéralisme tue la production laitière paysanne, chaque jour un peu plus.

Nicolas Bezençon
Uniterre

DOSSIER AGRICULTURE

66 heures de travail par semaine

La situation des travailleuses-eurs agricoles est tout simplement catastrophique, dans le monde entier et en Suisse, à l'instar de beaucoup de petit-e-s productrices-eurs agricoles qui doivent quitter leurs terres pour vendre leur force de travail. Dernier maillon de la chaîne de la production agricole, les travailleuses-eurs agricoles assument le rôle des petites mains indispensables, souvent sans pouvoir se défendre, mal protégé-e-s et peu considéré-e-s.

La Suisse, toute proportion gardée, pays riche et fier de sa prospérité, champion autopro-

clamé du «partenariat social», ne leur réserve pas un meilleur sort.

Exclus de la législation fédérale sur le travail, qui a pourtant été conquise de haute lutte à la fin du XIX^e siècle, les salarié-e-s agricoles sont soumis au bon vouloir des gouvernements cantonaux avec des contrats-types de travail (CTT) sommaires, fixant les heures hebdomadaires et parfois un salaire minimum. Les écarts entre ces différents CTT sont honteux: à Genève, le nombre d'heures hebdomadaires plafonne à 45 heures en été, alors qu'à Glaris, il s'élève à 66 heures!

UN STATUT À REVALORISER

C'est la même chose pour les salaires. Le CTT du canton de Vaud fixe un salaire brut mensuel minimum de 3420 frs, tandis que les autres cantons le fixent nettement en dessous et ne font que le recommander. Nous avons à maintes reprises interpellé les gouvernements

cantonaux, le Parlement et l'Union Suisse des Paysans à ce sujet, mais la réaction est toujours la même: tout va bien, il n'y a aucun besoin d'y changer quoi que ce soit!

Les effets d'un pareil nombre d'heures de travail sont connus. Cela produit une fatigue accumulée et des accidents. La pénibilité du travail et les bas salaires ne permettent pas d'atteindre la retraite dans de bonnes conditions. Près de la moitié de salarié-e-s agricoles en Suisse étant étrangères-ers, les effets sur la santé engendrés par le travail agricole sont donc exportés.

Nous appelons les consommatrices-eurs, les syndicats, les productrices-eurs et les autorités à une prise de conscience quant au traitement irresponsable et moyenâgeux qui est fait aux salarié-e-s agricoles, et ceci doit passer par la revalorisation de leur statut et de leurs conditions de travail.

Philippe Sauvin
L'autre syndicat

Loi fédérale sur le travail

Art. 2

1 La loi ne s'applique pas [...]:

d. aux entreprises agricoles ni aux services accessoires qui ont pour activité prépondérante de traiter ou d'utiliser les produits de l'exploitation principale, ni aux offices locaux collecteurs de lait, ni aux entreprises qui y sont rattachées et travaillent le lait.



DOSSIER AGRICULTURE

Se réappropriation son alimentation

Dans la filière alimentaire, certaines coopératives paysannes sont devenues, avec le temps, des acteurs incontournables du business international, délaissant les filières directes et locales. Souvent les familles paysannes ne s'y retrouvent plus.

La très grande majorité des paysan-ne-s – en Suisse comme partout ailleurs – souhaitent produire pour alimenter la population locale en priorité. Mais les fermes sont toutes différentes et toutes n'ont pas les mêmes possibilités de développer leurs marchés. Livrer à une coopérative qui travaille sur les filières locales peut être alors une bonne solution.

AVEC LES CONSOMMATRICES-EURS

La force de certaines coopératives, notamment celles qui fonctionnent en agriculture

contractuelle de proximité (ACP) (ou *Community Supported Agriculture, CSA*), intègrent les deux maillons principaux de la chaîne alimentaire, que sont les paysan-ne-s mais également les consommatrices-eurs. Ensemble, ils développent leur propre filière, discutent des prix, de la qualité et participent ensemble à la gestion des risques. Ceci est fondamentalement nouveau. Dans les longues filières plus personne n'a le droit à la parole. Seul le choix d'acheter ou pas est possible. Or, on le sait tous, ce choix est facilement influençable.

Aujourd'hui, en Suisse comme ailleurs, des centaines de nouvelles coopératives se créent. Réunies au sein du réseau Urgenci au niveau mondial, elles tissent des réseaux par delà les frontières.

Les savoirs et les techniques s'échangent librement sur des plateformes virtuelles, à l'image des logiciels libres.

AUSSI POUR LES PLUS DÉMUNI-E-S

Ces nouvelles structures s'adaptent à l'ensemble des populations, y compris les personnes les plus fragiles. A Genève, comme à Londres, Paris ou New York, des supermarchés paysans coopératifs voient le jour. Les membres y définissent ensemble le contenu des étals, les prix et les systèmes d'approvisionnement. Les personnes qui ont du temps mais peu d'argent peuvent travailler à la coopérative et obtenir des produits alimentaires meilleur marché, sans pour autant qu'ils aient été moins bien payés aux productrices-eurs. Cela valorise le travail et permet à tout le monde d'avoir accès à des produits de qualité.

LES COOPÉRATIVES CONTRE LE LIBÉRALISME?

Si aujourd'hui les coopératives de paysan-ne-s se développent partout, elles n'érayeront que marginalement les politiques ultralibérales et l'érosion de l'agriculture paysanne qui va avec. Partout les fermes disparaissent, s'agrandissent, se spécialisent, s'endettent et s'asservissent aux grandes filières alimentaires. En un mot, elles s'industrialisent. Un véritable sursaut politique est nécessaire dès aujourd'hui pour inverser la tendance et soutenir d'autres visions pour l'agriculture. Elle devra être plus équitable, diversifiée – tant dans les formes juridiques des fermes que dans la production –, plus respectueuses des humains, des animaux, du territoire, de l'environnement et moins dépendante des énergies fossiles. Soutenir l'initiative pour la souveraineté alimentaire, c'est semer les graines de cette agriculture-là.

Nicolas Bezençon
Uniterre

DOSSIER AGRICULTURE

Pseudo-coopératives?

Nombre d'organisations de poids dans le paysage agricole suisse se sont historiquement construites autour de la base paysanne. Comme la Coop ou Migros pour les consommatrices-eurs à leurs débuts, ces structures agricoles avaient pour objectif de servir les intérêts des paysan-ne-s. Aujourd'hui elles sont plus attachées au nombre de chiffres alignés dans la case bénéfiques et sont prêtes à tirer à toutes les cordes même si cela peut nuire à leurs membres.

Il est tout de même surprenant d'être face à une multitude de produits étrangers dans les magasins Landi, propriété de la coopérative agricole Fenaco, alors que les paysan-ne-s locaux peinent à écouler leurs produits. Nous pouvons nous interroger sur la frénésie de Fenaco (6 milliards de chiffre d'affaire en 2014) à acheter des aliments provenant des quatre coins de

la planète (du soja par exemple) pour les éleveuses-eurs suisses tout en saignant à blanc les productrices-eurs de céréales fourragères ou de cultures protéagineuses locales qui disparaissent du paysage helvétique tant les prix sont au plancher. Crémo, une SA dont l'actionariat est composé majoritairement de productrices-eurs de lait, n'hésite pas à acheter du lait à moins de 10 centimes le litre aux paysan-ne-s alors que leurs coûts de production se situent entre 80 cts et 1,20 le litre. Au passage, elle est même capable de rafler les aides de la Confédération de 15 cts par litre pour transformer une partie de ce lait en fromage ce qui signifie que le produit de base ne lui coûte pas, mais qu'elle est payée pour le valoriser et engranger les bénéfiques. Jusqu'à quand durera ce non sens?

Valentina Hemmeler Maïga
Uniterre



DOSSIER AGRICULTURE

Pour la souveraineté alimentaire

Le panorama dressé dans ce numéro montre quelques-unes des questions nombreuses et difficiles auxquelles fait face le monde paysan aujourd'hui. Dans l'immédiat, le combat lancé par le syndicat Uniterre va porter sur son initiative «pour la souveraineté alimentaire».

Déposée en mars 2016, l'initiative devrait être mise au vote en 2018. Cette notion de souveraineté alimentaire a été développée par des activistes paysans de La Via Campesina et présentée en marge d'un sommet de la FAO (l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) en 1996.

AGRICULTURE INDIGÈNE

Tous les pays doivent maintenir une production agricole indigène. Cela ne signifie pas du tout l'autarcie ou l'autosuffisance, absolument impossible en Suisse, et d'ailleurs dans beaucoup d'autres pays aussi, mais suppose le maintien des surfaces agricoles et l'augmentation du nombre de personnes travaillant dans l'agriculture. Dans le cas de la Suisse, cet objectif n'est réalisable qu'avec un contrôle strict des importations, en les imposant à un juste niveau, ou en interdisant l'importation de certains produits lorsqu'ils ne respectent pas certaines normes sociales et environnementales. Symétriquement, la Suisse doit s'abstenir de subventionner les exportations de produits agricoles. La souveraineté alimentaire se pense comme une politique bilatérale, l'objectif étant la protection d'une agriculture indigène partout dans le monde, qui seule pourra permettre de se réappropriier collectivement notre alimentation.

La souveraineté alimentaire suppose aussi de lutter contre les monocultures, en favorisant la diversité agricole. Ce n'est pas parce qu'on produit le lait ou le blé moins cher à l'autre bout du continent qu'il faut arrêter d'en produire ici, ou, pour prendre un exemple important, le fourrage bon marché produit dans d'immenses fermes au Brésil ou

en Roumanie ne devrait pas remplacer celui qui pourrait être cultivé en Suisse. Les effets sont négatifs des deux côtés, d'une part parce que cette politique favorise la monoculture dans les premiers pays, et d'autre part parce que cela réduit la diversité des cultures en Suisse.

CONTRE LES MULTINATIONALES

La souveraineté alimentaire vise également à lutter contre la privatisation intégrale de l'agriculture par les géants de l'agro-business. L'initiative demande donc que les paysan-ne-s puissent conserver le contrôle de leurs semences, en les commercialisant ou en les échangeant. Elle inscrirait également dans la Constitution fédérale l'interdiction des OGM en Suisse.

POUR DES CIRCUITS COURTS

L'initiative demande également de renforcer les échanges directs entre les paysan-ne-s et les consommatrices-eurs, sans toujours passer par des intermédiaires qui réalisent des marges bénéficiaires importantes sur le dos des un-e-s et des autres.

Il faut souligner que la souveraineté alimentaire déploierait ses effets en faveur des productrices et producteurs, mais également en faveur des consommatrices et des consommateurs. Elle permet de garantir la traçabilité des denrées alimentaires, et de fixer les normes sanitaires, sociales et environnementales décidées par la collectivité, sans devoir se plier aux normes minimales imposées par certains accords internationaux.

VERS UNE HARMONISATION

Nous avons parlé des conditions de travail des salarié-e-s agricoles, qui posent actuellement de nombreux problèmes. Il est indispensable, d'une part de les améliorer (sans se limiter au seul niveau des salaires), et d'autre part de les harmoniser au niveau fédéral, ce que demande explicitement l'initiative.

Ce texte rappelle ainsi qu'une agriculture de proxi-

mité doit être exemplaire, non seulement dans ce qu'elle produit, mais aussi dans les conditions humaines de cette production. Ici encore et pour le moment, c'est d'abord au niveau national qu'il est envisageable d'imposer de meilleures conditions de travail pour les salarié-e-s agricoles.

INTERNATIONALISME PLUTÔT QUE LIBRE-ÉCHANGE

L'un des enjeux importants d'une initiative comme celle d'Uniterre, et plus largement d'une politique visant la souveraineté alimentaire, c'est de faire comprendre que le libre-échange se fait contre toutes les paysan-ne-s, du Sud comme du Nord, et qu'il est indispensable de le remplacer par un véritable internationalisme. L'opposition ne doit pas se faire entre le Nord et le Sud, mais entre une agriculture paysanne et un modèle agro-industriel qui est le seul à bénéficier du libre-échange. Ce ne sont pas les produits alimentaires qui doivent traverser la planète, mais les normes sociales, environnementales, syndicales et politiques.

*La rédaction de
Pages de gauche,
Uniterre*

initiative



www.souverainete- alimentaire.ch



La Loi sur le renseignement acceptée à 65,5%

Willy Gianinazzi

viendra présenter son dernier livre

André Gorz, une vie

(Paris, La Découverte, 2016)

Librairie Basta! (Chauderon)

Rue du Petit-Rocher 4, Lausanne

Judi 1^{er} décembre à 18h00

La première biographie d'André Gorz, penseur de l'écologie, du socialisme et de la démocratie, vient de paraître aux Éditions La Découverte. *Pages de gauche* et la librairie Basta! à Lausanne accueilleront son auteur pour une présentation du livre et une discussion autour de l'œuvre d'André Gorz.

Pour plus d'informations, merci de consulter
www.pagesdegauche.ch

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi : Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

BIBLIOGRAPHIE, FILMOGRAPHIE, SITES INTERNET

Bibliographie

- Collectif, *La collectivisation en Espagne, 1936: une révolution autogestionnaire*, Paris, Éditions CHT-RP, 2016.
- Christine Delphy, «Travail ménager ou travail domestique?» [1978], *L'ennemi principal 1*, Paris, Syllepse, 2002, pp. 57-73.
- Yvan Droz, Valérie Miéville-Ott, *On achève bien les paysans! Reconstruire l'identité paysanne dans un monde incertain*, Genève, Georg, 2001.
- Yvan Droz, Jérémie Forney, *Un métier sans avenir? La Grande transformation de l'agriculture suisse romande*, Paris, Karthala, Genève, IUED, 2007.
- Jérémie Forney, *Éleveurs laitiers: peuvent-ils survivre?*, Lausanne, PPUR, 2012.
- Antonio Gramsci, «Quelques thèmes de la question méridionale» [1926], *Textes*, Paris, Éditions sociales, 1983, pp. 92-102.
- Eric Hobsbawm, *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne* [1959], Paris, Hachette, 2012.
- Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* [1852].
- Silvia Pérez-Vitoria, *Les paysans sont de retour*, Arles, Actes Sud, 2005.
- Silvia Pérez-Vitoria, *Manifeste pour un XXI^e siècle paysan*, Arles, Actes Sud, 2015.
- André Pflimlin, *Europe laitière: valoriser tous les territoires pour construire l'avenir*, Paris, France Agricole Éditions, 2010.
- Joëlle Zask, *La démocratie aux champs, du jardin d'Éden aux jardins partagés, comment l'agriculture cultive les valeurs démocratiques*, Paris, La Découverte, 2016.

Filmographie

- *Tous au Larzac* (réal. Christian Rouaud, France, 2011).
- *Au cœur de la proximité* (réal. Nicole Petitpierre, 2009).
- *Profils paysans: l'approche, le quotidien, la vie moderne* (3 films réal. par Raymond Depardon, 2000, 2004 et 2008).

Sites Internet

- www.uniterre.ch
- www.eurovia.org
- www.lautresyndicat.ch
- www.grain.org/fr
- La Via Campesina en mouvement: <https://vimeo.com/27473807>
- www.viacampesina.org
- www.agrisodu.ch
- tv.viacampesina.org
- www.defendingpeasantrights.org